

SANS-DOMICILE

L'urgence de l'hébergement



ISSN : 0026-0290

INTERNATIONAL P.05

Afrique
Une soif
d'alternance

EN ACTION(S) P.08

Urgences
Une logistique
à toute épreuve

RENCONTRE P.12

Ruth Buendia
Pour les droits
des indigènes



De vous à nous

1 Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Un membre du Secours Catholique-Caritas France vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org



VOTRE COURRIER GUY

Gaza : Qui mettra fin à ce conflit ?



V. NGUYEN HOANG / S.C.-C.F.

Dans *Messages* de décembre concernant Gaza, vous déplorez, les conditions inhumaines de vie de cette population. Sachez que je n'ai jamais approuvé la violence de la répression israélienne ni, d'ailleurs, le grignotage scandaleux des terres palestiniennes par les colons juifs ! Cependant, vous auriez dû faire allusion aux centaines de fusées explosives que pendant des nuits entières le

Hezbollah envoie depuis Gaza sur Israël. Sans compter que, paraît-il, ses membres n'hésitent pas à se mettre à l'abri à proximité des écoles ou des hôpitaux pour "ajuster" leurs tirs ?... Qui mettra fin à ce conflit stupide, lequel empoisonne la politique internationale depuis quatre-vingts ans ? Les responsabilités sont à l'évidence partagées, sans parler du jeu coupable des grandes puissances ! ■



RENDEZ-VOUS

LOURDES

Une session sur Jean Rodhain

(Re) découvrir le fondateur du Secours Catholique, ce qui a inspiré son action, sa pédagogie... réfléchir à son actualité au regard du projet de l'association et de sa spécificité. La session organisée à Lourdes du 23 au 26 février, animée par Luc Dubrulle, théologien et spécialiste de Jean Rodhain, est l'occasion pour les participants (bénévoles, personnes en difficulté, salariés et donateurs) d'approfondir leur engagement en comprenant mieux celui de Rodhain.

dept.formatiodesreseaux@secours-catholique.org
Tél. : 01 45 49 74 32



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

LA RÉPONSE DE

MATHILDE GIRARDOT, CHARGÉE DE PROJETS PÔLE MOYEN-ORIENT AU SECOURS CATHOLIQUE

Dans cet article, j'ai témoigné de ce que j'ai vu ou entendu de la bouche des gens rencontrés à Gaza. Il est vrai que ni moi, ni ma collègue Charlène ne faisons allusion aux roquettes tirées par des groupes armés (le Hamas, entre autres). Ces tirs ont provoqué cet été la mort de 5 civils en Israël, alors que les frappes israéliennes ont tué 1 483 civils palestiniens (chiffres fournis par l'Office des nations unies pour la coordination humanitaire – OCHA). Je suis bien entendu d'accord avec vous pour condamner toutes ces violences qui ne favorisent évidemment pas la recherche de la paix.

Cependant, si les responsabilités sont en effet partagées, ce n'est certainement pas en deux parts égales : les chiffres cités plus haut en témoignent. De plus, la Palestine, en soumettant le 2 janvier 2015 une demande d'adhésion à la Cour pénale internationale, a décidé d'assumer pleinement sa part de responsabilité en acceptant la possibilité que des responsables palestiniens soient reconnus coupables de crimes de guerre. C'est maintenant au tour d'Israël d'assumer la sienne en prenant le risque de voir certains de ses responsables poursuivis pour crimes de guerre. Une chose est certaine : la solution à ce conflit ne passera que par la justice, le respect du droit international et la sécurité pour tous. ■

@ messages@secours-catholique.org

f [facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france](https://www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france)

t twitter.com/caritasFrance

✉ Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

CONTACTEZ-NOUS

messages

Mensuel du Secours
Catholique-Caritas France :

106, rue du Bac 75341 Paris
cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Présidente et directrice de la publication** : Véronique Fayet • **Direction de la communication** : Thibault d'Hauthuille • **Rédacteur en chef** : Emmanuel Maistre (7576) • **Rédacteur en chef adjoint** : Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Clémence Véran-Richard (5239) / Marina Bellot (5239) • Sophie Lebrun (7534) • Yves Casalis (7339) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédactrice en chef adjointe technique** : Katherine Nagels (7476) • **Rédacteurs-graphistes** : Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Élodie Perriot (7583) • **Iconographie** : Claire Ferreyrolles (7532) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 536 804 exemplaires • **Dépôt légal** : n°315340 • **Numéro de commission paritaire** : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte des pages spéciales destinées aux lecteurs du Maine-et-Loire ainsi qu'une lettre d'accompagnement/bon de solidarité et une enveloppe retour. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité et une enveloppe retour.



LA QUESTION DU MOIS

Dépenses sociales : « investissement » efficace ?

Les dépenses sociales atteignent 31,9 % de la richesse nationale en 2014 dans l'Hexagone : c'est le pays le plus généreux du monde, devant la Belgique, la Finlande et le Danemark. Ces dernières années, les dépenses consacrées aux retraites, allocations chômage, soins... y ont augmenté plus vite, en moyenne, que dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Dans le même temps, la situation sociale semble se détériorer. Cet « investissement » vous semble-t-il assez efficace pour réduire la pauvreté ?

REAGISSEZ

ÉDITORIAL 03

SOCIÉTÉ

IMMIGRATION
Un projet de loi timide 04

INTERNATIONAL

DÉMOCRATIE
Une soif d'alternance 05

EN ACTION(S)

RUSSIE
Des mineurs incarcérés
voient s'entrouvrir leur avenir 07

URGENCES
Une logistique à toute épreuve 08

CALAIS
Avec les migrants, face à l'hiver 10

RENCONTRE

RUTH BUENDIA
Pour les droits des indigènes 12

DÉCRYPTAGE

SANS-DOMICILE
Répondre à l'urgence
de l'hébergement 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20

Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« Envoie-nous ton serviteur » 22

Parole de l'aumônier général 22

ACTION & ENGAGEMENT

TÉMOIGNAGE
« Une manière de continuer
à apprendre » 23

Photos de couverture :

Lionel Charrier-M.Y.O.P. / Secours Catholique-
Caritas France et Daniel Silva

Tout cela est indigne !



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Il y a quelques semaines, nous fêtons les 60 ans des Cités du Secours Catholique-Caritas France. Un anniversaire qui, malheureusement, nous rappelle que le problème des sans-abri est toujours d'actualité. Rassemblés de bon matin porte d'Orléans à Paris, sous la haute statue du maréchal Leclerc, symbole de liberté, nous avons fait acte de mémoire. C'est à cet endroit précis qu'en 1954, l'abbé Jean Rodhain a dressé les tentes de la première "Cité Secours" pour héberger et nourrir en urgence des centaines d'hommes et de femmes sans abri. Quelques mois plus tard, la Cité Notre-Dame (Paris 7^e) et la Cité Myriam (Montreuil) ouvraient leurs portes. Aujourd'hui l'Association des Cités du Secours Catholique, présente dans toute la France, gère plus de 70 structures qui ne désespèrent pas.

“ La mobilisation de tous permettrait de résoudre le problème. ”

Dans toutes les grandes villes, les centres d'accueil et d'hébergement sont saturés. Le 115 laisse tous les soirs des centaines d'hommes et de

femmes sans réponse, c'est-à-dire sans abri ! Et cela sans compter ceux qui ne demandent plus rien, ceux qui sont résignés à vivre « *au bord du monde** ». Des hommes meurent de froid dans la rue ; 3 000 familles vivent à l'hôtel en Île-de-France dans des conditions très précaires... Tout cela est indigne !

Rien n'aurait donc changé depuis 1954 ? Non et oui. La crise du logement que dénonçait l'abbé Pierre a pris un autre visage, mais elle est aussi grave. Pour répondre à l'augmentation et au vieillissement de la population, aux dé-cohabitations et ruptures familiales, nous aurions besoin de construire 500 000 logements par an et nous en construisons moins de 300 000. Le logement qui est un bien de première nécessité, un droit fondamental, est abandonné pour l'essentiel à la loi du marché. Une mobilisation de tous permettrait pourtant de résoudre le problème : les pouvoirs publics doivent être plus déterminés, mais chacun de nous peut encourager la construction de logements sociaux dans sa commune ou investir dans l'épargne solidaire pour soutenir la construction. Le Secours Catholique-Caritas France a, lui, décidé de se doter prochainement d'une société foncière pour prendre toute sa part dans cette grande bataille du logement et donner de nouveaux moyens d'action aux équipes locales déjà très engagées sur ce sujet.

* Un très beau film du réalisateur Claus Drexel.

VÉRONIQUE FAYET,
PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

IMMIGRATION

Un projet de loi timide

Le projet de loi sur l'immigration entrera en discussion au Parlement au printemps prochain. Le Secours Catholique-Caritas France regrette le manque d'ambition du texte, car il maintient dans l'insécurité les personnes étrangères qui ont construit leur vie en France.



G. KERBAOL / S.C.-CF.

« **D**écevant. » Ainsi Laurent Giovannoni, responsable du département Accueil et droits des étrangers au Secours Catholique-Caritas France, qualifie-t-il le projet de loi sur l'immigration. La disposition phare du texte concerne la création d'un titre de séjour pluriannuel.

Aujourd'hui, les personnes étrangères présentes sur le territoire français peuvent prétendre à un titre de séjour d'un an, si elles en remplissent les conditions, qui doit être renouvelé

La précarité du séjour reste de mise.

chaque année. Ce n'est qu'au bout de cinq ans de présence régulière qu'elles peuvent prétendre à un titre de séjour de dix ans – dit « carte de résident » – sans aucune certitude de l'obtenir. « *Cette insécurité permanente n'a fait qu'engorger les préfectures et précariser les étrangers dans leur insertion, notamment dans l'accès au logement et au travail* », regrette Laurent Giovannoni.

À l'avenir, l'étranger qui aura eu une carte d'un an pourra obtenir, dès qu'elle arrivera à échéance, une carte de deux ans s'il est parent d'un enfant français ou conjoint de Français – soit l'essentiel de l'immigration familiale. Il pourra ensuite directement demander une carte de dix ans. Les personnes qui dépendent du regroupement familial pourront, elles, obtenir un titre de séjour de quatre ans après celui d'un an, puis solliciter un titre de dix ans. Mais il n'y a aucun droit à cette carte de résident dont les conditions sont maintenues, voire durcies.

En contrepartie, les préfets auront la possibilité de retirer à tout moment ce titre pluriannuel si les conditions ne leur semblent plus réunies. « *Cette disposition est disproportionnée, juge Laurent Giovannoni. C'est une épée de Damoclès sur la tête des personnes, qui seront fragilisées pour construire un avenir.* »

Le Secours Catholique, qui a été entendu début décembre par le rapporteur de la loi, espère que le projet sera modifié de sorte que le titre ne puisse plus être retiré, sauf situations exceptionnelles.

Marina Bellot

TÉMOIGNAGE :

M. Loussaief, 48 ans

« Je suis arrivé en France en 1992. En 2007, j'ai subi une opération du cœur. En sortant de l'hôpital, j'ai monté un nouveau dossier expliquant ma situation. Depuis, je n'ai droit qu'à des cartes de séjour d'un an. Chaque année je dois aller à la sous-préfecture pour demander le renouvellement de ma carte, et à chaque fois j'ai peur qu'on me le refuse. L'attente, le stress, tout ça me fatigue. »

L'ÉCLAIRAGE :

« Alors que l'accord franco-tunisien prévoit la délivrance de plein droit d'une carte de dix ans après trois années de séjour régulier, celle-ci lui est illégalement refusée : le préfet considère que les personnes malades n'ont pas vocation à séjourner durablement sur le territoire. C'est une situation absurde et injuste. »

LES AUTRES MESURES DU PROJET DE LOI...

Un système simplifié pour les « talents »

Pour les scientifiques, artistes, investisseurs, ou tout étranger considéré comme un « *fort potentiel* », un titre de séjour unique de quatre ans sera créé – dit « *passport talent* ». Les démarches seront aussi simplifiées pour les étudiants, qui pourront prétendre à une carte de la durée de leur séjour.

Interdiction de circuler

L'article 15 du projet de loi vise à permettre à l'administration de prononcer des « *interdictions de circulation* » sur le territoire français d'une durée de trois ans, contre tout ressortissant européen qui constituerait « *une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société* ». Une mesure jugée inquiétante par le Secours Catholique, qui souligne qu'elle vise en particulier les populations roms.

LE CHIFFRE DU MOIS

9,2%

C'est la proportion de cartes de résident parmi les titres de séjour délivrés en France en 2013. En 1995, elle atteignait 44,4 %.

« **La France est une terre d'asile. Elle doit le demeurer : les pays refermés sur eux-mêmes sont condamnés au déclin.** »

Bernard Cazeneuve,
lors de la présentation du projet de loi en juillet 2014



DÉMOCRATIE

Une soif d'alternance

Un collectif d'intellectuels et d'organisations non gouvernementales, parmi lesquelles le Secours Catholique-Caritas France, lance la campagne "Tournons la page" dénonçant les gouvernants africains qui s'accrochent au pouvoir.



P. DELAAPIERRE / S.C.-C.F.

Mi-octobre, quelques jours avant la chute de Blaise Compaoré (président burkinabé depuis 1987), plusieurs intellectuels et organisations africaines et européennes, parmi lesquelles le Secours Catholique-Caritas France, ont lancé une campagne intitulée "Tournons la page". Justement pour dénoncer l'accapement du pouvoir et le dévoiement du processus démocratique par certains dirigeants africains.

Le droit de vote ne suffit pas pour qualifier une démocratie.

Philippe Morié, responsable Afrique au Secours Catholique, explique l'engagement de l'association : « *Nous luttons contre toutes les injustices et toutes les causes de pauvreté. En Afrique, les régimes claniques, opaques, corrompus, génèrent une mauvaise gouvernance et empêchent un bon développement. Un processus démocratique en panne ne favorise pas l'accès à la santé, à l'éducation, à la justice sociale. Bien au contraire, il aboutit à des crises politiques, des conflits, des coups d'État qui appauvrissent encore plus les pays qui les subissent.* »

Les signataires de "Tournons la page" veulent mettre le citoyen africain au cœur de la démocratie. Pour cela, ils débute un travail de lobbying auprès des dirigeants d'Europe et d'Afrique et sensibilisent l'opinion publique. Car dans les deux ans à venir, quatorze pays d'Afrique vont élire leurs dirigeants. Plusieurs présidents tentent actuellement de manipuler la constitution de leur pays pour s'accrocher à un pouvoir qu'ils détiennent parfois depuis des décennies.

JACQUES DUFFAUT

AFRIQUE

Les jeunes feront bouger le continent

Pour Paul Samangassou, ancien directeur de Caritas Cameroun et aujourd'hui consultant en développement, le changement passera par les jeunes.



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Comment donner de la substance à des démocraties souvent formelles ?

La démocratie devrait être instituée dans les écoles, lycées, universités, entreprises, villages, quartiers urbains... La société civile, en s'opposant aux politiques publiques ineptes, en apportant aux administrations publiques son expertise et en restant vigilante sur le plan de la gouvernance politique et économique, joue déjà un rôle-clé.

Les élections confortent les replis communautaires. Comment les dépasser ?

Quand l'ethnie n'est pas le lieu à partir duquel on conquiert le pouvoir, on a les ingrédients d'une révolution réussie. Lorsqu'ils ont cherché celui auquel ils allaient confier le pouvoir, les Burkinabés n'ont pas mis le critère ethnique en avant.

La jeunesse peut-elle vraiment accélérer la poussée démocratique ?

Les jeunes, ouverts sur le monde grâce aux réseaux sociaux, sont mal dans leur peau : ils n'ont plus grand-chose à perdre. Ils feront bouger le continent, comme on l'a vu au Burkina Faso.

Propos recueillis par Yves Casalis

ALERTE

Coups d'État constitutionnels

Au-delà du processus électoral lui-même et du refus de « *toute manipulation constitutionnelle pour convenance personnelle en Afrique* », la campagne "Tournons la page" insiste sur ce qui constitue l'essence d'une véritable démocratie : transparence du budget des États, exercice effectif des libertés publiques, bonne gouvernance, contrôle citoyen et participation de la population à la chose publique.

Retrouvez sur www.secours-catholiques.org toutes les informations sur la campagne.

En action(s)

« Ensemble avec Charlie »

À la suite des attentats terroristes perpétrés à Paris au début du mois de janvier, le Secours Catholique-Caritas France, le Secours Islamique et le CCFD-Terre solidaire ont manifesté côte à côte le 11 janvier dernier à Paris, afin de rappeler leur attachement commun aux valeurs de liberté, de solidarité, de fraternité et de « vivre ensemble ».

« C'est tous ensemble que nous pourrons relever le défi de la pauvreté et des inégalités en France et dans le monde, causes profondes de tous les terrorismes », estime Bernard Thibaud, secrétaire général du Secours Catholique.



M.B.

De gauche à droite, Bernard Thibaud, secrétaire général du Secours Catholique-Caritas France, Rachid Lahlou, président du Secours Islamique France et Guy Aurenche (avec l'écharpe rouge), président du CCFD-Terre solidaire.

PAROLE DE JEAN-CLAUDE TÊTU, SECOURS CATHOLIQUE DE SAINT BRIEUC

L'action est née en 2004 d'une démarche du Secours Catholique qui souhaitait s'implanter dans un quartier populaire de Saint-Brieuc mais ne pouvait investir dans un local. L'idée de l'association a été d'acheter un ancien véhicule d'imprimerie mobile, qu'elle a aménagé en bus d'accueil avec l'aide d'une école technique du quartier. L'objectif était d'aller rencontrer les gens de ce territoire pauvre, d'être le plus possible en proximité avec sa population.

Pendant dix ans, tous les lundis après-midi, nous avons rencontré des personnes qui ne se seraient sans doute pas rendues au Secours Catholique, en les accueillant à bord du véhicule qui est vite devenu un repère dans le quartier, mais aussi en nous promenant dans les rues et en faisant du porte-à-porte.

Il s'agit d'écouter dans un premier temps, puis de mettre en place des démarches d'accompagnement pour ceux qui le souhaitent, mères isolées, personnes âgées ou handicapées..., le tout en lien avec, en particulier, les assistantes sociales et les réseaux

professionnels. Des personnes très isolées ont ainsi pu retrouver leur autonomie.

Par ailleurs, le quartier a été retenu pour bénéficier d'un programme de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et, à cette occasion, le Secours Catholique a été consulté. C'est une reconnaissance de notre action.

Nous avons aussi créé un groupe "jardins partagés" ainsi qu'une table

“

Être le plus possible en proximité avec la population du quartier.”

ouverte qui, depuis 2004, rassemble tous les deux mois des personnes isolées autour d'un repas convivial. Aujourd'hui, nous avons vendu le bus car il vieillissait, mais nous occupons maintenant une salle paroissiale récemment rénovée. Nous sommes à 200 m des immeubles, mais la démarche reste la même.

+ D'INFO

cotesdarmor.
secours-catholique.
org

**Propos recueillis par
Marina Bellot**

INITIATIVE

Cuisine roulante dans le Gard

Pour redynamiser le sud du Gard, une équipe du Secours Catholique-Caritas France a mis sur pied un atelier de cuisine mobile. « Rien de plus fédérateur que la cuisine », explique Carole Dépit, à l'origine de cette opération, « pour favoriser les rencontres et déceler des situations de pauvreté. » Cette initiative entend lutter contre l'isolement et la précarité et fait remonter les problèmes auxquels sont confrontés les plus défavorisés : mobilité, santé, accès aux droits...

Après avoir averti les mairies et repéré les lieux, le passage hebdomadaire de la cuisine mobile crée de la "mixité sociale" autour d'une dégustation ouverte à tous, et pas seulement aux plus fragiles.

J.D.

VU SUR PLACE EN RUSSIE

Des mineurs incarcérés voient s'entrouvrir leur avenir

Les dizaines de milliers de mineurs détenus dans les prisons russes sont pénalisés par un système judiciaire et une administration pénitentiaire qui privilégient le répressif plutôt que l'éducatif. Le séminaire qui s'est déroulé début décembre à Irkoutsk, à 5 000 km à l'est de Moscou, en présence notamment du commissaire régional pour la protection des droits de l'enfant et de l'association Juventa, partenaire locale du Secours Catholique-Caritas France, a montré la voie pour réformer la justice des mineurs, en débat en Russie.

Le travail sur le lien familial effectué par Juventa (1) obtient des résultats. En 2014, elle a suivi près de 200 jeunes au centre de détention pour mineurs d'Angarsk. La mise en place d'une méthode de médiation (jeux de rôle et "psychoboxe", technique visant à canaliser l'agressivité), impliquant aussi les parents, a amélioré leurs capacités de communication, d'expression de leurs émotions et leur gestion des conflits de manière non violente. Les relations



G. KERBAOL / S.C.-C.F.

familiales se sont également améliorées, et ces condamnés, longtemps discriminés, voient s'entrouvrir leur avenir. En arrivant en prison, ils portaient une sorte de badge indiquant la nature de leurs crimes ou délits, désormais ils portent simplement leur nom. En outre, le taux de criminalité des mineurs a baissé dans la région d'Irkoutsk. ■

Yves Casalis

1. Juventa aide environ 300 mineurs délinquants dans la zone d'Irkoutsk et dans la république voisine de Bouriatie.

Les mineurs incarcérés voient désormais la possibilité d'un avenir.

A SUIVRE

Picardie : des solutions à la précarité énergétique

Grâce à l'aide du Réseau Éco Habitat (REH) les ménages modestes isolent leur logement à moindre frais.

Les antennes locales du Secours Catholique de l'Oise, l'Aisne et la Somme ont signé en novembre une convention avec le tout nouveau Réseau Éco-habitat (créé en septembre dernier), pour faire le lien entre les personnes en précarité énergétique et les services d'aides publiques. Les foyers susceptibles d'obtenir des aides pour isoler leur habitation sont souvent tenus à l'écart par la complexité des dispositifs. Les bénévoles du Secours Catholique les repèrent et REH trouve des solutions pour les en faire bénéficier.

« Il n'y a jamais eu autant d'argent public pour améliorer l'habitat, explique Franck Billot, responsable de REH, « et autant de gens en difficulté. C'est un paradoxe. » Les raisons : la méfiance vis-à-vis des subventions, la crainte de déboursier des sommes importantes, ce qu'on appelle le reste à charge. REH rend ce dernier acceptable. De l'ordre de 25 % du coût total des travaux, il est financé par un microcrédit remboursable grâce aux économies d'énergie réalisées. 25 ménages pourront être aidés cette année, 13 ont déjà un dossier en cours.

Jacques Duffaut

+ POUR ALLER PLUS LOIN

solidarites-entreprises.org

LOIR-ET-CHER

Kadymobile

Constatant un manque de lien social et une demande d'écoute croissante dans le Loir-et-Cher, les bénévoles du Secours Catholique ont mis en place une épicerie solidaire dans la petite commune d'Oucques. En plus d'une aide alimentaire composée de produits librement choisis par les bénéficiaires, l'épicerie leur propose des animations pédagogiques et ludiques portant sur les bonnes pratiques culinaires et sur l'équilibre alimentaire.

loiretcher.secours-catholique.org/

CAHORS

Nouvelle étape

Ouvert le 15 novembre dernier, un grand local donnant sur les quais du Lot, à Cahors, propose aux personnes sans domicile de venir poser leur sac le temps d'une matinée. Ce café solidaire baptisé "L'Étape" a été créé pour lutter contre l'isolement. Les rencontres et les échanges y sont encouragés. En savourant un petit déjeuner gratuit, chacun peut parler de ses problèmes à l'un des neuf bénévoles qui l'animent et envisager avec eux d'organiser une activité qui lui tient à cœur.

L'Étape : 134 rue du Pot-Trinquat 46000 Cahors

MONTAUBAN

Espace solidarité

Lieu pour combattre la solitude et l'indifférence, une Maison de la fraternité vient d'ouvrir au centre de la ville natale d'Ingres. Tout le monde y est invité et chacun peut proposer une activité. « Si on veut faire un repas, on en discute et on décide ensemble, sur un pied d'égalité », précise Jean-François Ducros, responsable de la délégation du Quercy au Secours Catholique. « Ici, nous n'employons pas les mots "accueilli" ou "bénévole". »

36 rue du Lycée 82000 Montauban

URGENCES

Une logistique à toute épreuve

L'automne dernier, le littoral méditerranéen a subi des inondations à répétition. Sur le terrain, les équipes d'urgence du Secours Catholique-Caritas France étaient partout.

De septembre à décembre, les épisodes diluviens se sont succédé dans le Var, le Gard, l'Hérault, l'Aude et les Pyrénées-Orientales. Dans tous ces départements, les équipes d'urgence du Secours Catholique-Caritas France ont porté secours aux sinistrés.

À Narbonne, le 5 décembre, cellule de crise dans les locaux du Secours Catholique. Jean Meunier, le responsable local, les animateurs territoriaux ainsi que Philippe Biron, membre de l'équipe nationale des urgences de

l'association, dressent un état des lieux des dernières inondations.

La délégation d'Aude-Roussillon, antenne locale du Secours Catholique, est divisée en cinq territoires. Sur chacun d'entre eux, un animateur fait vivre la solidarité grâce aux bénévoles qui le quadrillent. Le maillage est fin et le risque de passer à côté de quelqu'un en détresse est faible. Au mur, une carte facilite les explications. « *Tous les territoires n'ont pas été touchés de la même manière*, dit Jean-Michel, animateur territorial. *Le*

Narbonnais a subi les plus lourds dégâts, notamment les habitats les plus précaires. » Cathy, animatrice de la partie "Roussillon nord", a repéré, elle, des agriculteurs mis en difficulté par les intempéries. « *L'un d'eux a perdu 3 500 poulets. Nous allons voir comment l'aider* », ajoute-t-elle, en précisant que le ratissage du secteur « *a permis de repérer les zones sensibles pour l'avenir* ». Marie-Noëlle, animatrice du "Roussillon sud", relate qu'à Argelès-sur-Mer les nouveaux élus ne savaient pas ce qu'est une cellule de crise ou une cellule de coordination. Elle fait part du sentiment d'utilité qu'elle a éprouvé en le leur expliquant.

Interventions

L'état des lieux terminé, vient le moment de planifier les interventions. « *Dès le lendemain des inondations, déclare Jean Meunier, 29 personnes se sont présentées spontanément pour nous aider.* » Deux par deux, les bénévoles se rendent sur le terrain. À Sigean, la Berre est montée de 8 mètres, inondant la partie basse du camping Le Pavillon où vivent une grande partie des 280 propriétaires de mobile-homes et de maisons en bois. Marie-Jeanne, responsable de l'équipe de Sigean, accompagnée de Lucette, bénévole à Narbonne, arpente le camping dont l'accès, hier encore, était interdit. Évacués quelques heures avant la crue, les personnes et les véhicules ont été épargnés. Ce n'est pas le cas des maisons. Leurs occupants découvrent les ravages de l'eau, extirpent de la boue des objets qu'ils se résignent à jeter. Le binôme de bénévoles s'approche, s'enquiert des dégâts matériels et moraux. Petit à petit, les langues se délient, racontent les heures d'angoisse, la douleur de perdre des documents, des photos, des meubles chers. Pascal Krobb avait commencé à construire sa maison en 2006. Artisan polyvalent, il avait pu acheter ce petit bout de terrain pour installer sa femme et ses cinq enfants et connaître ici un bonheur simple et tranquille. Déjà, en 2009, un vent soufflant à 200 km/h avait emporté le toit. ■■■

+ À LIRE

Face aux risques d'inondation par Mathilde Gralepois, éd. Rue d'Ulm, 2012



Lucette et Marie-Jeanne réconfortent un père de famille sinistré.

X. SCHWEBEL / S.C.-C.F.

VU D'AILLEURS THIERRY CUÉNOT

Un réseau préparé à l'urgence



X. SCHWEBEL / S.C.-CF

Le Secours Catholique est présent dans le champ de l'urgence, partout en France métropolitaine et en outre-mer. Ses équipes interviennent lors de catastrophes naturelles, technologiques ou sociales.

Nous sensibilisons notre réseau à la "culture de l'urgence". Nous formons nos bénévoles et élaborons des dispositifs avec eux. Nous signons des conventions et agréments avec

Thierry Cuénot, est responsable national du département Urgences France au Secours Catholique-Caritas France.

la Direction générale de la sécurité civile et gestion de crise (DGSCGC) du ministère de l'Intérieur. Cet agrément fait de nous un partenaire reconnu des préfetures, avec qui nous partageons les informations et coordonnons les actions sur le terrain.

Au niveau national existe une équipe spécialisée d'une douzaine de bénévoles, qui assure des formations et intervient sur le terrain. Flexible, elle se rend sur les lieux des sinistres où elle apporte un soutien rapide, technique et logistique à nos équipes locales. De nombreux bénévoles ont été formés à l'urgence. Ils se présentent spontanément lors d'un sinistre et savent

s'organiser, apporter des secours d'urgence, un accompagnement moral. Nous suivons les personnes sinistrées dans la durée. Pour cela, nous nous associons avec les structures que nous jugeons appropriées - mai-

ries, CCAS, travailleurs sociaux ou avec des partenariats privés (garages solidaires, fournisseurs et commerçants locaux).

Enfin, lorsqu'un sinistre a mis à mal le tissu agricole et socio-économique d'un village, nous engageons des actions de développement pour faire repartir l'activité économique en lien avec la municipalité. ■

Propos recueillis par J.D.

Formés, les bénévoles savent apporter secours et accompagnement.

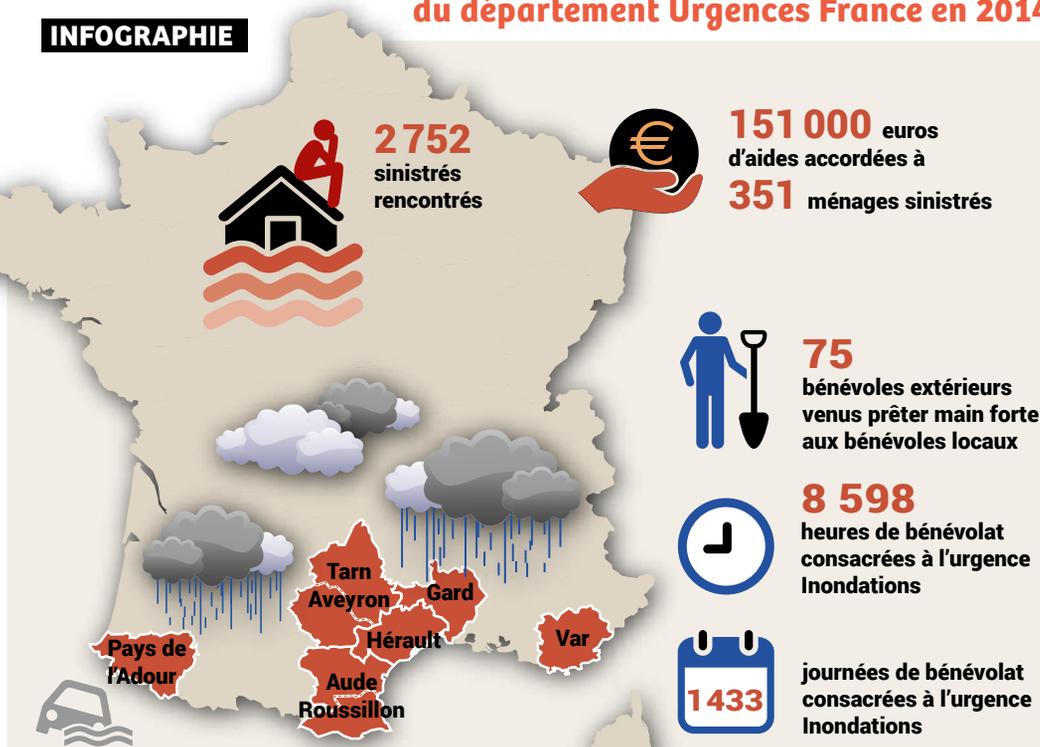
l'avait reconstruit. Mais « aujourd'hui, dit-il, j'abandonne le camping. J'en ai ras-le-bol. Je vais louer une maison dans le centre-ville de Sigean. » Bravant l'ordre d'évacuer le camping, Pascal a passé la nuit de la crue et les jours suivants dans sa maison pour éviter d'être cambriolé. Ainsi, témoigne-t-il, « j'ai vu l'eau monter, monter, jusqu'à 1,5 m à l'extérieur et 20 cm dans la maison. Suffisamment pour dégrader complètement le sol en bois, les meubles, les matelas et les tissus. »

Marie-Jeanne et Lucette écoutent, discutent, réconfortent et invitent les personnes rencontrées à remplir un dossier. Celui-ci sera rapidement instruit par la commission d'attribution des aides de la délégation. Au-delà du secours matériel, les bénévoles reçoivent des remerciements tels que « vous êtes les premiers à nous rendre visite », ou « merci d'être là, nous nous sentons moins seuls ». ■

Jacques Duffaut

Les différentes interventions du département Urgences France en 2014

INFOGRAPHIE



CALAIS

Avec Les migrants, face à l'hiver

À Calais, où le nombre de migrants est passé de 500 à 2 500 en quelques mois, le Secours Catholique-Caritas France apporte aide matérielle et soutien moral.

REPORTAGE MARINA BELLOT

Dans l'aube glacée de décembre, ils sont plusieurs dizaines à patienter devant un ancien bâtiment paroissial reconverti en un grand entrepôt, en plein cœur de Calais. Certains ont passé la nuit ici, serrant dans leur main le ticket donné par les bénévoles, sésame qui leur permettra de repartir avec de quoi s'habiller plus chaudement. Les bénévoles aussi sont arrivés dans la nuit noire : dès 6 heures du matin, une petite équipe s'affaire à préparer boissons chaudes et tartines. « *Qu'est-ce que tu veux, mon grand ?* » demande une bénévole s'efforçant de se faire comprendre d'un jeune homme qui ne parle que l'anglais. « *Avant, je m'occupais d'organiser les tournées vers les douches du Secours*

Catholique [qui ont été vandalisées, ndr], confie Jean-Claude.

À l'intérieur de l'entrepôt, des montagnes de vêtements attendent les quelque 300 femmes et hommes qui se presseront ici jusqu'au soir. « *Avant, on ouvrait un samedi sur deux. Maintenant, il y a tellement de monde qu'on n'ouvre plus qu'un samedi sur trois, le temps de reconstituer nos stocks* », indique Marie-Christine, en charge du vestiaire.

Face aux besoins immenses, le Secours Catholique a noué un partenariat avec Emmaüs et la générosité s'organise : « *Beaucoup de Calaisiens font des dons, observe-t-elle. Et des particuliers de Nancy nous ont récemment donné 250 couvertures.* »



Délégation du Pas de Calais

14 bis, rue Noël Trannin
BP 20286
62005 Arras
Tél : 03 21 15 10 20
pasdecalais@secours-catholique.org

Nombre d'équipes locales : 72
Nombre de lieux d'accueil : 65
Nombre de situations rencontrées : 19 438
Nombre de groupes conviviaux : 32

+ D'INFO

"10 ans d'engagement auprès des migrants", un documentaire qui retrace l'histoire de la formidable mobilisation des bénévoles du Secours Catholique à Calais. Retrouvez le sur www.secours-catholique.org

En décembre, certains migrants n'ont que des tongs aux pieds et beaucoup portent des vêtements de fortune. Au vestiaire, ils trouvent de quoi s'habiller entièrement : bonnets, sous-vêtements, pulls, tee-shirts, manteaux, pantalons... « *Il n'y aura pas de distribution de chaussures cette fois-ci car il n'y en a pas assez, regrette Marie-Christine. La dernière fois, on a donné au moins 400 paires.* » « *Allez les amis, on se dépêche* », scande Michaël, professeur et bénévole de longue date, devenu expert pour fluidifier la circulation d'un "stand" à un autre et presser les plus lents.

+ ÉCLAIRAGE VINCENT DE CONINCK, DÉLÉGUÉ DU SECOURS CATHOLIQUE DU NORD-PAS-DE-CALAIS

Les conditions de travail sont difficiles



L. CHARRIER - M.VOP / S.C.-C.F.

L'investissement des bénévoles auprès des migrants ne faiblit pas. Au vestiaire, ils sont entre 30 et 40, de Calais et sa région, à se relayer. Une vingtaine de bénévoles sont aussi engagés sur le lieu d'accueil de jour du Secours Catholique, qui comprend un pôle juridique et un pôle asile. Depuis que l'ancien accueil de jour de l'association a été réquisitionné par la mairie, leurs conditions de travail sont mauvaises car le lieu est exigu et doit accueillir énormément de monde. Durant plusieurs années, le Secours Catholique a géré des douches pour les migrants : plus

d'une centaine de bénévoles s'y relayaient, notamment pour aller chercher les migrants et les ramener dans leurs campements. Depuis septembre, les douches sont à l'arrêt [elles ont été vandalisées, ndr]. Certains bénévoles sont allés compléter l'équipe du vestiaire, tandis que d'autres participent aux tournées de maraudes dans les camps où se trouvent les migrants. L'ouverture du centre Jules-Ferry (un centre aéré mis à disposition par la ville) avec distribution de repas, infirmerie, bloc sanitaire, etc., est prévue fin mars. Le Secours Catholique apportera notamment une présence au niveau du bloc sanitaire, qui comprend une soixantaine de douches pour les hommes, une vingtaine de douches pour les femmes, l'accès à l'eau potable et à des sanitaires.

Propos recueillis par Marina Bellot

En faire plus

À ces femmes et ces hommes qui manquent de tout, on remet aussi des kits d'hygiène et des bougies. L'immense majorité d'entre eux vivent dans la jungle, ces campements sauvages sans eau ni électricité.

Face à cette détresse, le réseau de bénévoles s'est agrandi. Au vestiaire, ils sont au moins une trentaine. « *Je voyais souvent les migrants, je voulais les aider mais je ne savais pas comment faire*, raconte Laura, lycéenne. *Un jour, on m'a parlé du vestiaire et depuis j'y viens à chaque ouverture et je participe au tri le mercredi. Je voudrais en faire plus.* »

Car tous le savent, ici : l'hiver sera rude. « *Quand il y avait 400 migrants, on disait que c'était difficile, mais aujourd'hui...*, soupire Jean-Claude. *On n'arrive pas à répondre aux besoins.* » ■



En action(s)

Au camp Tioxide, du nom de l'usine voisine, ils sont plusieurs centaines à vivre dans le dénuement ⁴. Les plus fragiles ont pu poser leurs tentes dans ce gymnase désaffecté ³. Le vestiaire du Secours Catholique permet aux migrants de s'habiller pour affronter l'hiver ¹. Dès l'aube, des bénévoles préparent un petit-déjeuner pour ceux qui patientent à l'extérieur, certains depuis des heures ⁶. Les dons proviennent de particuliers mais aussi de l'association Emmaüs ⁵ et ².

PHOTOS : LIONEL CHARRIER-MYOP / S.C.-C.F.



Rencontre

RUTH BUENDIA

Pour les droits des indigènes

Au fil d'un parcours atypique, Ruth Buendia a voué sa vie à la défense de son peuple, les Ashaninkas, avec le soutien du Centre amazonien d'anthropologie et d'application pratique (CAAAP), partenaire du Secours Catholique-Caritas France.

PAR JÉRÉMY JOLY PHOTOS : DANIEL SILVA

Une légère brise souffle dans les arbres tandis que sur le fleuve Ene, des enfants jouent sur un radeau de fortune. À l'entrée du village de Chiquireni, Ruth Buendia prend enfin le temps de se reposer. Elle est partie avant l'aube de Satipo, à l'est de Lima, dans l'Amazonie péruvienne, et a passé sa journée à voguer entre les communautés villageoises à bord d'une longue embarcation. Elle apportait de l'engrais pour les cultures, en profitant pour saluer les enfants et échanger avec les habitants.

« D'une communauté à l'autre, les Ashaninkas ne sont qu'une seule et grande famille. J'ai des cousins, neveux, amis, partout... », dit-elle, le regard tourné vers le fleuve.

C'est à quelques kilomètres de là que son épopée a débuté : à Pakitzapango, un site choisi par l'État péruvien pour construire une centrale hydro-électrique. À la tête de la Care (Central Ashaninka del Rio Ene) - une organisation qui représente et défend les habitants d'une trentaine de villages dans des domaines allant de l'éducation à

la défense du territoire, en passant par l'économie et la culture - Ruth se trouve en première ligne dans le combat qui s'engage alors. Face à l'État péruvien, elle mobilise la communauté et parvient à faire suspendre le projet de centrale qui aurait provoqué le déplacement de milliers de villageois. Une victoire qui lui vaut, aujourd'hui, le respect de tous. Pourtant, quelques années plus tôt, en 2005, rien ne laissait présager cette reconnaissance unanime. « Mon élection à la tête de la Care a été très compliquée. Jamais une femme n'avait occupé ce poste et les hommes considéraient que je n'y étais pas apte. » Soutenue par les femmes de la communauté, elle s'impose finalement. Depuis, elle a été réélue une première fois, puis confirmée à son poste sans même qu'un vote soit nécessaire. Tous jugent ses compétences indispensables à la survie de leur peuple. Un paradoxe pour une femme au cheminement atypique au sein de la communauté.

BIOGRAPHIE

1977 : Ruth Buendia naît dans la communauté de Cutivireni sur le fleuve Ene.

1990 : son père est assassiné par le Sentier lumineux.

2005 : elle est élue présidente de la Care.

2014 : la leader indigène reçoit le prix Goldman pour sa défense de l'environnement.

Orpheline de père à 13 ans

La vie entière des Ashaninkas est fortement liée à l'appartenance à la communauté. Rares sont ceux qui s'en éloignent, bien plus encore chez les femmes. L'"héroïne de l'environnement", récompensée par le prix Goldman en 2014 (véritable prix Nobel de



CE QUE JE CROIS

Le “bien-vivre ashaninka”, c’est ce qui compte le plus. Il nous pousse à nous battre et à défendre nos droits. C’est l’idée selon laquelle nous sommes une communauté. Nous partageons notre territoire, les bons et les mauvais moments, notre culture, nos ressources... Il n’y a pas de “je”. Juste un grand “nous”.

l’environnement), ne vit plus parmi les siens depuis longtemps. C’est à Satipo, où se trouve le siège de l’organisation, qu’elle s’est établie. « C’est là, ou à Lima, que je suis le plus utile pour défendre mon peuple. C’est là que je rencontre les personnes qu’il faut... » Née en 1977 dans la communauté de Cutivireni, elle n’y a vécu que les premières années de sa vie. À l’âge de 13 ans, alors que la région subit l’influence du mouvement terroriste le Sentier lumineux, son père est assassiné. Par qui ? Pourquoi ? D’une personne à l’autre, les versions divergent. Ruth n’aime pas en parler. Lorsqu’on insiste un peu, on découvre en elle une forte détermination. « Nous avons fui, affamés, dans la forêt. J’ai fini par porter ma mère sur mes épaules pour rejoindre une base militaire. On savait que soit on nous y accueillerait, soit on nous tuerait... » Quelques semaines plus tard,

elle se retrouve à Lima, la capitale du pays, pour s’occuper des enfants d’une famille aisée. C’est âgée d’une vingtaine d’années qu’elle revient enfin à Satipo. Là, une rencontre va changer le cours de sa vie. Guillermo Nacos, un dirigeant Ashaninka très respecté, lui fait découvrir les organisations indigènes. Présentes dans toute l’Amazonie, elles défendent les intérêts des communautés. Un combat qu’elle décide de faire sien. Grâce aux formations qu’elle reçoit au CAAAP (Centre amazonien d’anthropologie et d’application pratique), Ruth ajoute à son talent oratoire remarquable les compétences et connaissances indispensables pour faire valoir les droits de son peuple : droits des indigènes, gestion des ressources, développement, préservation de la culture... tout en veillant à ne pas perdre le contact avec les siens.

Le lendemain, alors que le jour se lève sur Chiquireni, les membres de la communauté se rassemblent autour de Ruth et l’interrogent à propos des derniers développements du “lot 108”, une concession minière octroyée sans les consulter et le dernier épisode du combat qu’elle mène sur tous les fronts. Médias, tribunaux, ministères... Sur le chemin du retour, à bord de son embarcation, accoudée au bastingage, elle se sent presque lasse. Son combat ne cessera jamais. « *Les choses ne changeront pas de mon vivant. Mais j’ai espoir pour les prochaines générations. Je ne veux pas qu’elles se disent que nous les avons sacrifiées.* » ■

+ POUR ALLER PLUS LOIN

Les nombreux ouvrages et films de Jérôme Pasteur.
 > *Chaveta*, Livre de poche, 1990 ; *Selva sauvage*, éd. Filippacchi, (1989) ou encore *Ashaninkas*, éditions Fixot, 1994.
 > A voir : son film documentaire *Qui es-tu Ashaninka ?*, 52 min, Gédéon Programmes / France 5 / Voyage, 2006 : Après 20 ans de séjours dans la forêt amazonienne du Pérou, Jérôme Pasteur est considérée comme l’une des leurs par les Indiens Ashaninka de la Cordillère de Vilcabamba. Elle fait partager l’incredible existence de son clan qui survit depuis des millénaires au cœur de l’Amazonie et dénonce les menaces qui pèsent sur eux.



DÉCRYPTAGE

SANS-DOMICILE

RÉPONDRE À L'URGENCE DE L'HÉBERGEMENT

INTERVIEW 16

CHRISTOPHE ROBERT

DAHO 17

UN RECOURS PEU CONNU

RENCONTRE 18

AVEC CEUX QUI VIVENT À LA RUE

Plus de 141 000 personnes sont sans abri en France, dont 30 000 enfants. Ainsi le secteur de l'hébergement est saturé et sa gestion au thermomètre ne résout rien. Les familles, de plus en plus nombreuses à le solliciter, se voient parquées dans des hôtels. Les dispositifs de droit commun débouchent rarement sur un hébergement adapté et le droit à l'hébergement opposable (Daho) reste très peu invoqué. Le Secours Catholique-Caritas France et les associations se mobilisent pour améliorer la gestion de ce secteur et les conditions de vie des personnes sans domicile.

HÉBERGEMENT

Face à la crise, La mobilisation associative

Le secteur de l'hébergement est plus que jamais engorgé. Il n'arrive plus à répondre de manière satisfaisante aux besoins des personnes sans abri. Le Secours Catholique, avec d'autres associations, les soutient chaque jour et tente d'améliorer leurs conditions de vie.

ENQUÊTE : CLÉMENCE VÉRAN-RICHARD / PHOTO : LIONEL CHARRIER / M.Y.O.P. / S.C.-C.F.

« **E**ntre 2001 et 2012, le nombre de personnes à la rue a augmenté de 44 %, selon une étude de l'Insee. Ils sont aujourd'hui plus de 140 000 en France. On compte parmi eux de plus en plus de familles et de travailleurs pauvres, n'ayant plus les moyens de vivre sous un toit. De ce fait, tous les dispositifs d'hébergement affichent complet, et l'ouverture de places supplémentaires en fonction de la température ne répond pas aux besoins [lire l'interview page 16] », alerte Armelle Guillemet, responsable du pôle "De la rue au logement" au Secours Catholique. « La crise de l'hébergement est liée à celle du logement. La situation ne pourra pas s'améliorer sans une politique publique qui tienne compte des personnes les plus pauvres et leur permette d'accéder à un toit. »

À Toulouse, l'antenne locale du Secours Catholique et le Ciat (Collectif interassociatif de Toulouse) dénoncent le manque de places d'hébergement. « Le nombre de personnes à la rue a été sous-estimé dès le départ et ce retard n'a jamais été rattrapé. Aujourd'hui, on parle de 3 000 à 4 000 personnes sans résidence stable alors qu'il existe à peine un millier de places d'hébergement », déclare Lydie Carloux-Yog, déléguée du Secours Catholique d'Ariège-Garonne.

La délégation propose à ces personnes de venir prendre un café, une douche, d'être écoutées, coiffées même parfois, ou encore de participer à des sorties culturelles. « L'objectif est d'offrir un lieu pour se reposer en hiver comme en été, et surtout qui permette de maintenir un lien social », précise-t-elle. Les "petits-déjeuners du Canal", qui proposent une collation matinale aux personnes sans abri, ont vu leur fréquentation passer de 150 personnes par jour l'année dernière à près de 200 aujourd'hui. Les bénévoles de la délégation effectuent également des tournées de rue en lien avec le 115.

À Marseille, lors des tournées de rue, les bénévoles du

Secours Catholique arpentent les artères de la cité phocéenne tous les soirs. L'association s'est vu attribuer par le Samu social le secteur Est de la ville. « Nous rencontrons des individus très fortement désocialisés. Notre visite est parfois la seule rencontre de leur journée », explique Hector Cardoso, chargé de mission Errance-logement pour la délégation. Celle-ci comporte également un accueil de jour pour répondre aux besoins de première nécessité de ceux qui vivent à la rue (douches, café, lave-linge, domiciliation...). Des sorties culturelles et un accompagnement administratif leur sont également proposés.

« Il ne suffit pas d'ouvrir un toit et d'y mettre les personnes sans abri. Il faut aussi les accueillir et les accompagner vers d'autres solutions », affirme Anne Barreda, directrice de la Cité La Madeleine, opérateur d'hébergements de l'Association des Cités du Secours Catholique (ACSC) en Midi-Pyrénées et membre du Ciat. La citoyenneté fait partie de cet accompagnement. « La précarité exclut. ■■■

+ VU D'ALLEMAGNE

La mission sociale de l'État y est en partie assumée par les institutions religieuses.



P. DELAPIERRE / S.C.-C.F.

En Allemagne, les foyers pour sans-abri – de même que les maisons de retraite et les crèches – sont en partie gérés par les Églises. Outre-Rhin, l'État délègue en effet sa mission sociale aux institutions, religieuses ou non, qui prennent en charge des activités qu'il n'assume pas, principalement dans les domaines social et éducatif.

À Munich, par exemple, où une grave crise du logement plonge les plus vulnérables dans la grande

précarité et où nombre de personnes sont contraintes de vivre dans des foyers, Caritas gère un centre qui permet à environ 180 hommes sans abri d'avoir un toit, le temps

“

À Munich, nombre de personnes sont contraintes de vivre dans des foyers.”

de retrouver leur autonomie. Le centre compte une dizaine de travailleurs sociaux rémunérés par la ville. Les œuvres sociales des Églises sont financées à hauteur de 30 % par les pouvoirs publics – des sommes qui ne sont pas considérées comme des subventions, mais bien comme la contrepartie du transfert de ces missions de l'État aux Églises. Les deux associations caritatives les plus puissantes du pays sont Diakonie, protestante, et Caritas, catholique. **M.B.**

+ PLUS D'INFOS

www.caritas-germany.org

■■■ Or l'appartenance à la cité est un droit naturel », observe Capucine Laffargue-Seux, animatrice du pôle Vie citoyenne à l'ACSC. Afin de permettre aux personnes hébergées en Île-de-France de retrouver confiance en elles et de reprendre leur place de citoyens à part entière dans la société, l'association leur propose des activités d'accès aux loisirs, à la culture et au sport. Des classes publiques, espaces d'information et de débat sur des sujets de société, sont organisées avec et pour ces personnes. Des groupes d'actions citoyennes composés de personnes hébergées par l'ACSC, de bénévoles et de salariés participent à des événements de mobilisation et mènent des actions pour défendre leurs droits. Ces groupes organisent par exemple une marche annuelle contre la pauvreté et pour la dignité afin d'interpeller les institutions. La prochaine aura lieu le 28 juin à Paris.

Citoyenneté

Par ailleurs, les personnes hébergées sont amenées à s'investir au sein de l'association. « Nous soutenons la mise en place d'un conseil de vie sociale (CVS) dans chaque Cité, précise Capucine Laffargue-Seux. Ce conseil se compose de personnes hébergées élues qui portent les préoccupations de tous. » Depuis 2014, l'ACSC voit plus grand avec la création d'un comité consultatif des personnes accueillies (CCPA) qui réunit des personnes hébergées par l'association dans toute la France. Elles sont chargées de renforcer la participation citoyenne des personnes accueillies au sein de l'association.

De son côté, le Secours Catholique, au sein du Collectif des associations unies (CAU), appelle à une mobilisation des pouvoirs publics en faveur du logement durable des personnes à la rue. Dans ce but, les associations organisent le 12 février à Paris une nuit solidaire avec les personnes sans abri. ■



Hébergement d'urgence : quelle politique ?
Étienne Pinte, éd. Rue d'Ulm, 2009.

INTERVIEW CHRISTOPHE ROBERT

« L'hébergement, amortisseur de la crise du logement »

Christophe Robert est délégué de la fondation Abbé-Pierre (FAP) et l'un des porte-parole du Collectif des associations unies (CAU) dont le Secours Catholique-Caritas France est membre. Ce collectif dénonce, entre autres, la gestion du secteur de l'hébergement "au thermomètre", en fonction des saisons.

Pourquoi n'arrive-t-on pas à sortir de cette logique de "politique du thermomètre" dans la gestion de l'hébergement en France ?

Plus que des questions liées à la saison, l'origine du problème d'hébergement en France vient du fait que l'hébergement joue un rôle d'amortisseur de la crise du logement. Des personnes qui pourraient et devraient accéder à un logement rencontrent des difficultés à y parvenir et viennent de ce fait engorger le secteur de l'hébergement. Cet élément du problème, qui est structurel, existe maintenant depuis plusieurs années et conduit à augmenter significativement les budgets et l'offre d'hébergement. Mais faute de logements à bas coût suffisamment disponibles, on ne parviendra pas à sortir de cette logique. Par ailleurs, on assiste à une augmentation en masse de la précarité qui fait croître le nombre de personnes susceptibles de solliciter de l'hébergement.

Ces éléments structurels et conjoncturels font monter la pression, qui atteint son paroxysme lorsque les températures dégringolent. Mais en réalité et malheureusement, le problème est présent toute l'année.

Peut-on parler d'un manque de volonté politique ?

Je pense que l'intention de mettre fin à cette logique du thermomètre est présente dans l'esprit des politiques publiques. Cependant les changements structurels qui permettraient de rompre avec cette logique ne sont pas réunis. C'est dans la durée qu'il faut réussir à produire massivement du logement à bas coût, seule solution permettant d'arrêter cette logique palliative d'amortisseurs de crise que constituent l'hébergement ou encore les hôtels. Par ailleurs, il est essentiel de mettre l'accent sur la prévention des exclusions par le logement : c'est une façon d'éviter que davantage de personnes ne se trouvent en situation de solliciter de l'hébergement.



Je pense par exemple à la prévention des expulsions locatives. Mais je pense encore à la préparation des jeunes qui dépendent de l'aide sociale jusqu'à 18 ans et se retrouvent sans logement une fois leur majorité atteinte. Il y a enfin les personnes ayant des problèmes psychiatriques et qui se retrouvent sans toit à la sortie de l'hôpital.

Quelles sont les propositions du Collectif des associations unies ?

Le Collectif appelle à l'humanisation du secteur de l'hébergement avec, entre autres, la suppression des dortoirs. Par ailleurs, le CAU appelle à adapter l'hébergement, qui a été conçu au départ pour des hommes seuls, aux nouveaux profils des personnes en demande, comme les familles qui sont de plus en plus nombreuses à la rue. Enfin, le Collectif rappelle qu'il est indispensable de maintenir le principe d'inconditionnalité dans le secteur de l'hébergement.

La force du collectif est de rassembler 34 associations qui s'unissent pour porter ces propositions, interpeller les pouvoirs publics et surtout rendre visibles ceux que certains voudraient ne plus voir en interdisant la mendicité et en supprimant des bancs publics. Comme disait l'abbé Pierre, il ne faut pas faire la guerre aux pauvres, mais à la pauvreté.

Propos recueillis par Clémence Vêran-Richard

LÉGISLATION

Le droit à l'hébergement opposable, un recours peu connu

Le droit à l'hébergement opposable (Daho) est aujourd'hui encore trop peu utilisé par les personnes en difficulté de logement. Le Secours Catholique-Caritas France mobilise ses bénévoles pour informer les personnes concernées.

« **L**e droit à l'hébergement opposable (Daho) est un ultime recours quand les dispositifs de droit commun n'ont pas permis à la personne d'accéder ou de se maintenir dans un logement adapté à ses besoins », explique Matthieu Hoarau, chargé de mission Logement sur la région Île-de-France pour le Secours Catholique. « Aujourd'hui, le nombre de ménages recourant au Daho est nettement inférieur à celui des ménages qui pourraient y prétendre. Ce phénomène s'explique par un manque d'information, une formation insuffisante des travailleurs sociaux et une procédure très longue qui peut parfois durer jusqu'à deux ans. » Le Secours Catholique compte 12 permanences Dalo en Île-de-France, une à Toulouse et une autre à Angers. Elles ont pour mission d'informer sur les dispositions de la loi Dalo (dont le dispositif Daho fait partie) et d'accompagner les personnes concernées dans le montage et le suivi de leur dossier. À Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine), l'équipe de 17 bénévoles de la permanence Dalo du Secours Catholique a vu la part des recours Daho qu'elle a accompagnés augmenter en un an de 27 % à 32 % du total des recours présentés dans le cadre de la loi Dalo. « Les gens sont de plus en plus dans la précarité », constate Geneviève Gojard, bénévole responsable de la permanence. Celle-ci et les bénévoles de la permanence accompagnent très attentivement les personnes qui s'engagent dans cette procédure longue et complexe. L'accès à un hébergement est un vrai parcours du combattant. Ainsi, après

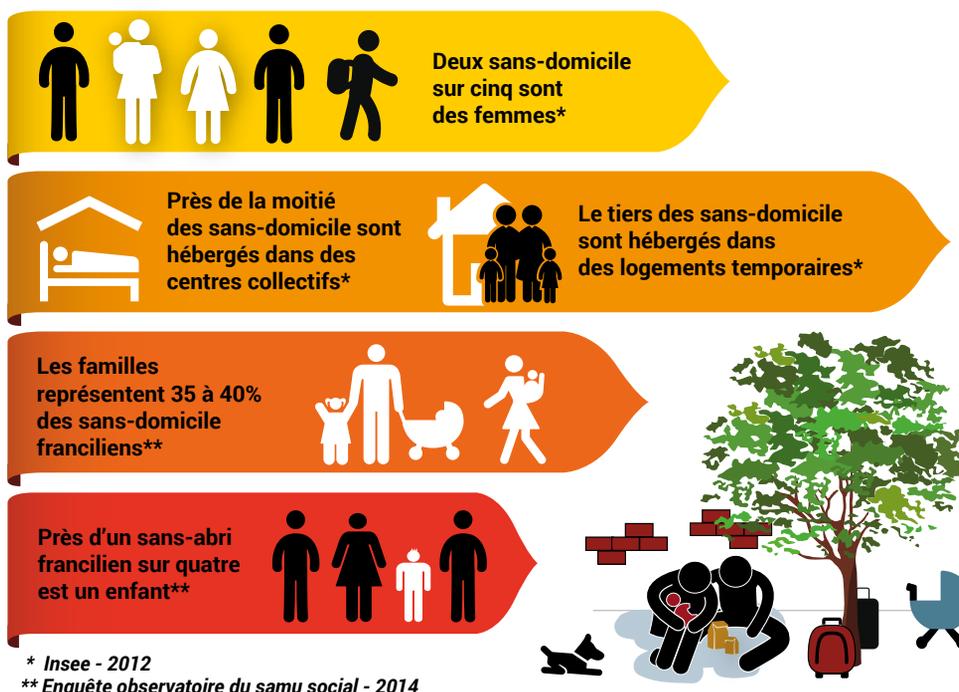
+ À LIRE
Droit au logement, vers la reconnaissance d'un droit fondamental de l'être humain, collectif, éd. Anthemis, 2009.

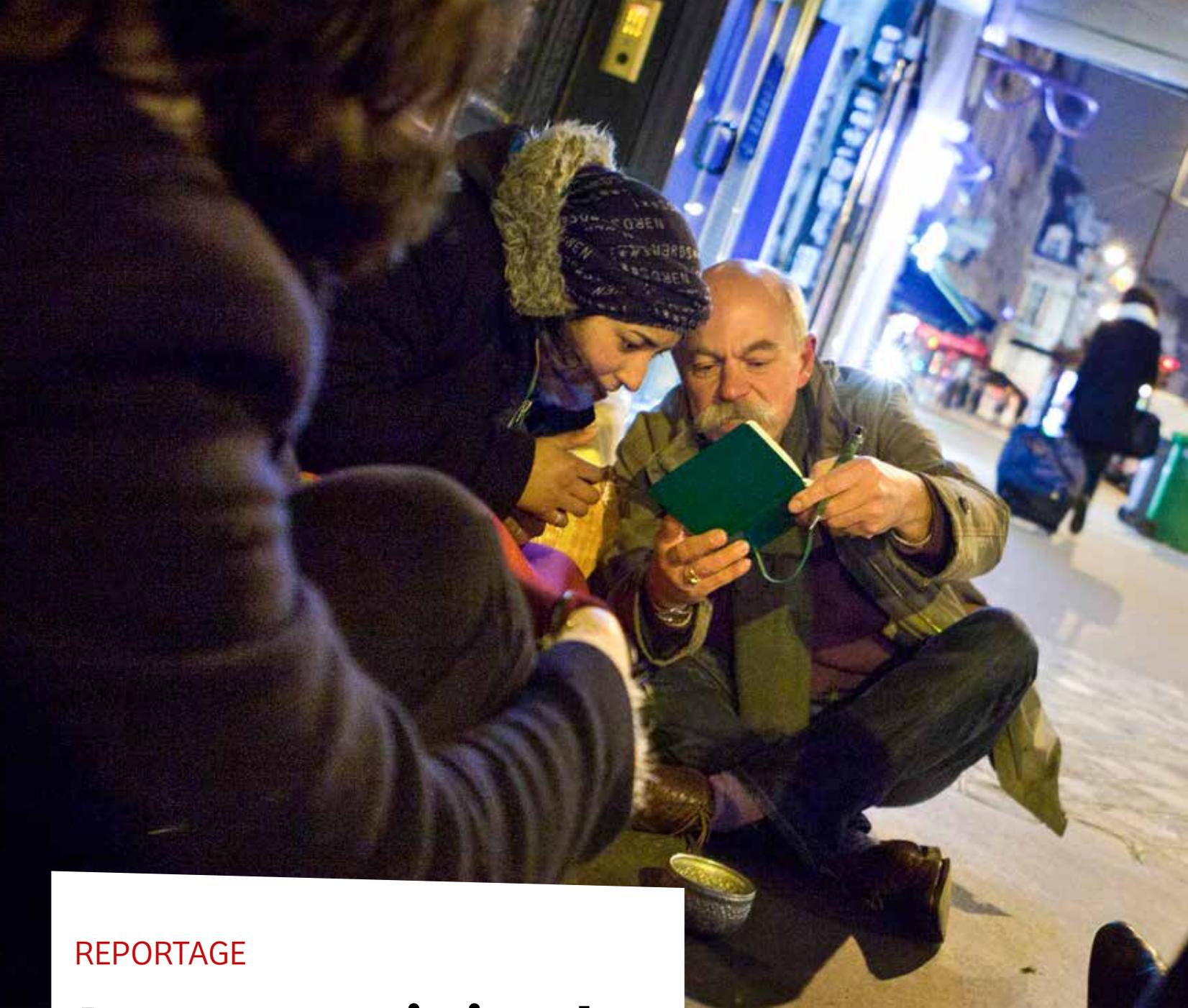
le dépôt du dossier Daho à la commission de médiation départementale, celle-ci a un délai de six semaines à compter de l'accusé de réception pour se prononcer sur le statut prioritaire ou non de la personne. Si son avis est favorable, le préfet dispose à son tour d'un délai de six semaines pour lui trouver un hébergement. « Ce délai n'est jamais respecté », observe Matthieu Hoarau. Passé cette échéance, la personne reconnue prioritaire peut, si elle n'a toujours pas obtenu d'hébergement, former un recours en attribution dans un délai de quatre mois devant le tribunal administratif. Celui-ci statuera dans un délai de deux mois et pourra condamner le préfet à reloger la personne avec une astreinte dont le

montant sera reversé au Fonds régional d'aménagement urbain. « Si au bout de ce délai la personne n'est toujours pas relogée, elle peut exercer un recours en indemnité devant le tribunal administratif pour obtenir la condamnation de l'État et un dédommagement », achève Geneviève Gojard.

C'est le cas de Géraldine Khomi. Cette mère de trois enfants a obtenu la condamnation de l'État le 29 juillet dernier pour ne pas avoir été hébergée convenablement et elle devrait recevoir une indemnité prochainement. « J'ai été hébergée avec mes enfants, âgés aujourd'hui de 2 à 14 ans, dans un hôtel à Asnières-sur-Seine pendant trois ans, témoigne-t-elle, avant d'obtenir enfin un hébergement temporaire. C'était la galère. Avec des enfants en bas âge, c'est très difficile, car dans une chambre d'hôtel on ne peut rien faire d'autre que dormir. Je ne pouvais pas non plus préparer des repas pour les enfants car il n'y avait pas de cuisine. » Désormais, cette mère célibataire qui a trouvé un emploi dispose d'un logement temporaire pour dix-huit mois, en attendant d'obtenir un logement social. ■

Clémence Véran-Richard





REPORTAGE

Avec ceux qui vivent à la rue

Plusieurs soirs par semaine, les bénévoles du Secours Catholique-Caritas France sillonnent la capitale. Reportage avec l'une des équipes, à la rencontre des familles à la rue.

Place de l'Odéon, à 19 h, le froid est mordant et le vent glacial en ce lundi soir de janvier. Au pied de la statue de Danton, le point de ralliement, Nicolas, Andrei et Amélie commencent leur tournée de rue.

« L'objectif de ces tournées est d'échanger avec les familles, de comprendre leur situation et leurs besoins. Ce n'est qu'après plusieurs semaines de contacts réguliers que nous mettons en place un accompagnement », indique Nicolas

Clément, bénévole au Secours Catholique depuis vingt et un ans. Accès au logement, aux soins, à la scolarisation..., les démarches engagées sont multiples et visent toutes le même but : l'intégration.

Boulevard Saint-Germain, sous deux maigres couvertures, un homme et une femme tiennent contre eux un garçonnet endormi et une fillette qui s'agite joyeusement, entre éclats de rire et quintes de toux. « C'est la première fois que nous les voyons », note Nicolas en s'approchant avec un sourire.

Les trois bénévoles n'offrent rien d'autre que de leur temps. Assis sur le trottoir, ils entament une conversation avec le couple. La famille est en France depuis deux ans et demi. « En Roumanie, ils habitaient un village où il n'y a rien. Là-bas ils n'avaient certains jours pas de quoi manger. Ici, ils trouvent toujours quelque chose, même si ce n'est parfois que du pain et du thé », traduit Andrei, étudiant d'origine roumaine qui termine une thèse d'informatique en France. « Leur fils de 3 ans est atteint de nanisme, il doit suivre un traitement à vie. » Comme beaucoup d'autres,



C. HARGOUËS / S.C.-C.F.

Germain. « Je participe aussi aux tournées "classiques" destinées aux sans-abri, précise le bénévole. Les problématiques ne sont pas les mêmes. Les SDF souffrent souvent d'une grande solitude. Le Secours Catholique a un accueil de rue à Châtelet et gare du Nord, ouvert tous les jours, toute l'année, de 20 à 22 h. On n'y offre qu'une boisson, mais beaucoup viennent y chercher surtout du lien », explique-t-il en continuant d'arpenter le quartier quasi désert.

Plus loin, rue Saint-Antoine, entre Saint-Paul et Bastille, un jeune couple est adossé à une grille d'aération qui souffle de l'air chaud par intermittence. En voyant l'équipe de bénévoles approcher, le visage de la jeune femme s'éclaire. « C'est Liliana ! » annonce Nicolas en souriant. Les retrouvailles sont chaleureuses. « Cela fait plusieurs mois que l'on se connaît, indique Nicolas. Leurs enfants sont en Roumanie. Ici, en mendiant, ils survivent. » Ce soir, Liliana et son mari dormiront probablement dans la rue. Les conditions y sont encore plus précaires que dans les camps. Mais ces derniers sont loin de la capitale, et coûteux : il faut payer son baraquement, mais aussi diverses rétributions à ceux qui "tiennent" les lieux. De plus, certains considèrent que le danger y est plus grand. « Les Roms qui mendient sont en bas de l'échelle. Les camps sont tenus par les proxénètes et les voleurs », affirme Liliana, qui a par ailleurs été traumatisée par l'expulsion violente du bidonville où elle s'était installée. « Sa sœur, Marianna, en France elle aussi, considère au contraire que vivre dans un bidonville est la solution la moins mauvaise, observe Nicolas. La rue lui semble plus risquée. ».

Une alternative indigne, mais inéluctable tant que persistera la crise de l'hébergement. ■

Marina Bellot

Échanger avec les familles pour les orienter et les accompagner : voilà l'objectif des tournées de rue.

ils font régulièrement des allers-retours avec la Roumanie, où leurs deux filles aînées sont scolarisées et vivent chez leur grand-mère. « Dans les poubelles, ils leur trouvent parfois des fournitures scolaires et des vêtements », ajoute Andrei.

Après une trentaine de minutes d'échanges, les bénévoles repartent, avec l'espoir de rencontrer de nouveau la famille dans l'un des lieux qu'elle leur a indiqués.

Le camp ou la rue

La tournée se poursuit dans les rues du 6^e arrondissement. « Entre la météo très froide et la police, beaucoup ne sont plus aux endroits où on a l'habitude de les voir, soupire Nicolas. Traditionnellement, trois tournées ont lieu chaque semaine à Paris, dans les quartiers de Bastille, de République et d'Odéon, mais en ce moment les bénévoles étendent leurs maraudes aux 12^e, 13^e et 5^e arrondissements. »

« Tiens, je connais ce monsieur, il s'appelle Laurent, et son chien Monaco », note Nicolas, apercevant un homme couché dans un duvet, sous les arcades du marché Saint-

+ POUR ALLER PLUS LOIN

> « Les politiques du logement en France »

Une des études de référence de la Documentation française. L'ouvrage présente de façon très documentée l'historique et l'actualité des politiques concernant le logement en France, de la loi de 1850 sur les logements insalubres à l'instauration en 2007 d'un droit au logement opposable.

Les politiques du logement en France, J.-C. Driant, éd. Documentation française, 2010.

> « Crise du logement, bien la comprendre pour mieux la combattre »

Cet ouvrage montre la réalité du mal-logement. Un livre pour comprendre, mais aussi pour débattre et partager.

Crise du logement, bien la comprendre pour mieux la combattre, Christophe Robert, Anne-Claire Vaucher, Manuel Domergue, éd. du Cavalier bleu, 2014.

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, les prénoms sont modifiés.



APPEL DE ROBERT

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Après l'incendie

En son absence, un incendie s'est déclaré chez Robert, rendant sa modeste maison inhabitable. Âgé de 66 ans, sans famille et presque aveugle, Robert ne disposait plus que d'un coin de sa maison, sans eau ni électricité. Une chaîne de solidarité s'est constituée dans le village, coordonnée par la mairie. Celle-ci a entrepris les démarches nécessaires (devis, demandes de subventions) et, avec des bénévoles, elle a fait évacuer tous les gravats et débris divers, nettoyé les lieux, recueilli matériaux, meubles, linge, vêtements, vaisselle et argent. Robert, provisoirement hébergé par un couple d'amis, n'a que le minimum vieillesse. En attendant la réponse d'institutions sollicitées pour la remise en état de sa maison, 1 563 euros sont nécessaires pour commencer les travaux les plus urgents et lui permettre de retourner chez lui le plus rapidement possible.

APPEL D'OLIVIA

AUVERGNE

Se déplacer

Séparée et en instance de divorce, Olivia a dû changer de ville tout en conservant son emploi à mi-temps désormais à 30 km. Après le lui avoir laissé quelque temps, son mari veut reprendre le véhicule familial. Or celui-ci est indispensable à Olivia pour continuer d'aller à son travail et pour sa vie familiale : elle a à charge ses deux enfants de 9 et 3 ans, dont l'aînée est

handicapée. Olivia a trouvé un second emploi à mi-temps dans sa nouvelle ville, qui deviendra certainement un emploi à temps plein. En attendant, pour tous ses déplacements, elle doit d'urgence trouver un véhicule. On lui en propose un, d'un coût de 2 500 euros.

APPEL DE CLAUDINE

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Reprendre le travail

Une maladie invalidante a obligé Claudine, 46 ans, à une

longue période d'inactivité. Elle voudrait maintenant reprendre une vie professionnelle. Elle a trouvé une formation, obtenu un étalement de son coût et réglé la première mensualité. Mais le fragile budget de Claudine, qui reçoit ses deux enfants – hébergés par leur père – tous les 15 jours et pendant une partie des vacances scolaires, ne lui permet pas d'assumer les versements suivants. Les institutions sollicitées ne peuvent l'aider. 1 420 euros lui permettront de régler le solde de sa formation et de préparer celle-ci plus sereinement.

APPEL DE NICOLE

POITOU-CHARENTES

Recourir sa mobilité

Quelques mois après la naissance de son bébé, Nicole s'est retrouvée seule, sans voiture, dans une zone rurale éloignée de tout. Maintenant âgé de 2 ans, l'enfant atteint d'une maladie orpheline fait l'objet d'un suivi médical très lourd, qui oblige la maman, chaque semaine, à des déplacements nombreux (70 km à chaque fois). Des voisins la dépannent mais cette situation ne peut durer. Il lui faut d'urgence un véhicule pour gérer sa vie familiale

avec ses trois enfants – Nicole a deux enfants de 13 et 11 ans d'un premier mariage – et suivre une formation professionnelle à l'issue de son congé parental. Or son budget serré n'autorise aucune dépense supplémentaire. 2 500 euros la soulageront et lui permettront d'acquérir un véhicule d'occasion.

APPEL DE CAROLINE

BRETAGNE

Réparer le véhicule

Caroline, séparée de son mari depuis un an, doit assumer seule la charge de ses enfants de 9 et 7 ans. Elle a emménagé dans un logement social proche du domicile de ses parents, qui gardent les enfants. Caroline a repris des études (BTS) pour pouvoir assurer à son foyer une vie plus stable et sécurisante. À l'aide d'un prêt bancaire, elle a acheté en 2013 un véhicule d'occasion en bon état, indispensable pour se rendre chaque jour à ses cours situés à une heure de route. Or il est tombé en panne et le petit budget de Caroline ne peut faire face à la réparation, d'autant moins qu'il reste à régler des frais pédagogiques. Avec 2 500 euros Caroline pourra reprendre la route et terminer son année.



PROJET INTERNATIONAL

Russie : alternatives à la violence

Dans la région d'Irkoutsk (Sibérie), Juventa, partenaire du Secours Catholique-Caritas France, aide des adolescents en conflit avec la loi.

Détenus à la prison d'Angarsk ou pris en charge à l'école spécialisée d'Irkoutsk ainsi que dans les centres de réhabilitation de Zalari et de Taichet, 175 mineurs rejouent des scènes vécutées de conflits et proposent par ce biais des solutions alternatives à la violence. Leurs parents participent également à ces ateliers théâtre. Pour le personnel encadrant, ce programme permet de se former sur les relations à établir avec les mineurs.

L'association Juventa, grâce à ses dix ans de travail dans le domaine de la justice des mineurs, a les moyens d'élargir son action à l'ensemble des acteurs concernés. Les liens noués avec



G. KERBAOL / S.C.C.F.

les autorités locales et les structures spécialisées renforcent la contribution de ces dernières au suivi des adolescents en conflit avec la loi.

Le Secours Catholique s'est engagé sur un financement triennal de 199 090 euros. ■

GRÂCE À VOUS...

En 2013 vous aviez aidé Marine, maman seule avec une fillette de 10 ans. Son véhicule était tombé en panne et avait nécessité des réparations importantes. Habitant un secteur rural et l'utilisant pour se rendre à son travail, il lui était indispensable. Or Marine ne disposait que d'un emploi à mi-temps et d'un petit salaire. Malgré sa gestion attentive et économe, elle ne pouvait régler la facture du garagiste. Grâce à vous, elle a pu l'acquitter, reprendre ses trajets et conserver son emploi. « Vous m'avez rendu de précieuses heures de sommeil, écrit-elle. Quel immense soulagement ! (...) Mon cœur déborde de gratitude pour tous les donateurs qui ont contribué à mon "sauvetage". » Marine poursuit sa recherche d'un emploi à temps plein ou d'un second mi-temps. Elle garde confiance. « Je préfère, dit-elle, mettre en relief la chance que j'ai : l'immense bonheur que m'apporte ma fille chaque jour, la gentillesse et le soutien de mes amis... »

Votre solidarité

+ LE SAVIEZ-VOUS ?

Des produits bancaires solidaires

> Avec la Banque Postale

Elle vous propose le service "intérêts solidaires". Vous pouvez reverser au Secours Catholique tout ou partie des intérêts de votre livret d'épargne. Un reçu fiscal vous est adressé pour vous permettre de bénéficier d'une réduction de votre impôt sur le revenu. La Banque Postale verse en plus à l'association un abondement.

> Avec la Société Générale

À chaque achat effectué avec une carte Visa aux couleurs du Secours Catholique, la banque verse 0,05 € à l'association. La somme étant versée par la banque, vous n'aurez pas de reçu fiscal, mais vos achats provoquent le don.

D'autre part, vous pouvez décider de reverser tout ou partie de vos intérêts annuels issus de livrets d'épargne. Vous recevrez alors un reçu fiscal ouvrant droit à une réduction de votre impôt sur le revenu. La banque verse pour sa part une somme équivalente à 10 % de votre don.

> Avec le CIC-Crédit Mutuel

"La carte pour les autres" (MasterCard) fonctionne ainsi : vous définissez le montant (entre 5 et 30 €) d'achat à partir duquel vous souhaitez déclencher un don systématique. Vous fixez aussi préalablement le montant de ce don (entre 0,15 € et 5 € par achat). En fin d'année, l'intégralité des dons est reversée au Secours Catholique. Un reçu fiscal vous est adressé pour vous permettre de bénéficier d'une réduction de votre impôt sur le revenu.

En matière d'épargne, le "Livret d'épargne pour les autres" vous permet de reverser au Secours Catholique au moins 50 % des intérêts. Ce reversement vous donne droit à une réduction d'impôt sur le revenu.

N'hésitez pas à contacter votre conseiller bancaire.

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Russie : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 698 : €

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Robert : €
- l'appel d'Olivia : €
- l'appel de Claudine : €
- l'appel de Nicole : €
- l'appel de Caroline : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 529 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



L'attente ou le banquet
de Georges Rouault (1871-1958)

ÉVANGILE SELON SAINT LUC 14, 16-24

Les invités au repas

Jésus dit : « Un homme donnait un grand dîner. Il envoya son serviteur dire aux invités : "Venez, tout est prêt." Mais ils se mirent tous à s'excuser. Le premier : "J'ai acheté un champ, je suis obligé d'aller le voir." Un autre : "J'ai acheté cinq paires de bœufs, je pars les essayer." Un troisième : "Je viens de me marier, je ne peux pas venir." Le serviteur rapporta ces paroles à son maître, qui lui dit : "Va sur les places et dans les rues ; les pauvres, les estropiés, les aveugles et les boiteux, amène-les ici." Le serviteur revint : "Maître, ce que tu as ordonné est exécuté, et il reste encore de la place." Il dit alors au serviteur : "Va sur les routes et dans les sentiers, et fais entrer les gens de force, afin que ma maison soit remplie. Car, je vous le dis, aucun de ces hommes qui avaient été invités ne goûtera de mon dîner." »

« Envoie-nous ton serviteur »

PAR L'AUMÔNERIE DES GENS DU VOYAGE DE TULLE (19)



Moi j'invite tout le monde, riches et pauvres. »

« **J**e ne comprends pas pourquoi les invités ne sont pas venus. Il s'était mis en quatre pour préparer son dîner. Moi j'aurais été content d'être invité. »

« Tous ceux qui ont des richesses refusent. Il a bien fait d'inviter les pauvres et les estropiés. »

« Quand j'invite et que les gens ne viennent pas, je crois que je ne les intéresse pas. »

« Je devais être parrain d'un enfant de mon frère. J'étais invité à la fête du baptême, mais mon frère a touché beaucoup d'argent et il a choisi un autre parrain plus riche que moi... »

« Quand j'organise une fête, j'invite tout le monde, riches et pauvres, pour

partager un temps de joie. Je suis contente de voir les gens heureux. »

« Je ne suis pas toujours disponible pour répondre à Jésus, pourtant je suis invitée à sa table. Parfois je suis présente à la table de Dieu, parfois non. »

« Je ne sais pas si je mérite d'entrer dans le Royaume de Dieu. Seul lui le sait. »

« Mon bonheur, c'est d'être confirmée et de nous retrouver ensemble à l'aumônerie. »

« **Q**uand la nuit est trop noire aux creux de mes chemins, envoie ton serviteur allumer des étoiles pour éclairer ma route.

Quand il n'y a pas de toit pour être ma

maison, quand la ferraille brûle mes doigts engourdis, envoie ton serviteur me redire ta promesse.

Quand j'ai tant peiné sur des tâches ingrates, que l'osier des paniers s'est marqué dans mes mains, quand mes os sont recrus d'une fatigue sourde, à force de me courber sur les fruits des récoltes, envoie ton serviteur, qu'il me force à le suivre.

Quand je me détourne, tenté par le péché, quand je me crois riche et que je te trahis, envoie ton serviteur, qu'il me force à le suivre.

Lorsque j'arriverai, ta porte sera ouverte, je serai emporté dans ta fête. Je danserai dans ta lumière. Je deviendrai prière.

Alors envoie-moi à mon tour, serviteur, sur les places et les chemins, crier l'invitation à ton festin. » ■

† PAROLE DE L'AUMÔNIER GÉNÉRAL PÈRE DOMINIQUE FONTAINE

Ils attendent que des serviteurs viennent les inviter



E. PERRIOT / SC-CF

Chez les gens du voyage, les invitations comptent beaucoup. Cette parabole leur parle d'abord de façon concrète, avec les joies et les déceptions qu'ils ressentent. Mais ils pensent aussi d'emblée à la table de l'Eucharistie. L'Eucharistie comme une invitation à la table du Christ, au repas du Seigneur. Plusieurs fois, j'en ai entendu me dire leur souffrance de ne pas toujours être bien accueillis dans les communautés eucharistiques paroissiales. Et dans la prière composée par ce groupe, ils attendent que des "serviteurs" viennent les inviter, et même, selon le mot de la parabole, les "forcent à entrer" dans la paix et le repos que le Christ leur propose, mais aussi dans le pardon et la conversion. Ils nous invitent à demander nous aussi au Seigneur de nous envoyer ses serviteurs, pour que nous puissions entendre et réentendre cette invitation à laquelle il nous arrive bien souvent de nous dérober.

LE GROUPE DE PAROLE

Le Secours Catholique collabore avec l'aumônerie des gens du voyage, en apportant un soutien pour répondre à des situations d'urgence et dans le cadre d'un collectif de défense des gens du voyage. Ce groupe de l'Aumônerie "Pôle de Tulle" (Corrèze) a participé à la démarche Diaconia et c'est dans ce cadre qu'il a partagé sur cet Évangile.

✉ Contact
jy.o.gobert@orange.fr

↳ **TÉMOIGNAGE** MARIE-ANNE CANTIN

« Une manière de continuer à apprendre »



Marie-Anne Cantin,
49 ans

En 2013, elle s'engage comme bénévole à l'accueil de jour des Apennins, dans le 17^e arrondissement de Paris, où elle est chargée d'organiser des formations pour les bénévoles à la délégation de Paris.

« J'ai souhaité faire une pause dans ma vie professionnelle et j'ai alors cherché un engagement qui me permette à la fois de gagner en souplesse dans l'organisation de mon temps, mais aussi de poursuivre une mission de conduite de projet, en lien avec des cadres et des salariés comme dans une activité professionnelle. Finalement, je suis arrivée au Secours Catholique un peu par hasard, après avoir consulté plusieurs sites d'associations. Pour moi, c'est une manière de ne pas m'arrêter complètement, de continuer à apprendre, à mettre en œuvre mes compétences. C'est donc une expérience que je vais pouvoir faire fructifier par la suite. Par ailleurs, il était important pour moi d'être également présente sur le terrain, dans mon

quartier. Ce que je recherchais, en venant dans un lieu d'accueil, c'était de rencontrer des personnes que j'aurais l'occasion de croiser ensuite à l'extérieur. Ce qui me frappe, c'est que de vrais liens se nouent. Autour d'une discussion ou d'une partie de Scrabble, il n'y a plus d'un côté la personne sans domicile et de l'autre la bénévole, mais un échange qui s'installe, d'égal à égal. Les barrières tombent et c'est vraiment ce que je venais chercher. Dès les premières matinées, je suis rentrée chez moi en me disant que tout le monde devrait aller dans un endroit comme celui-ci. J'ai compris ce dont les gens ont le plus besoin, mis à part un accompagnement dans certaines démarches : c'est d'un peu de lien et de chaleur humaine. Et c'est vrai aussi bien pour les personnes accueillies que pour les bénévoles. » ■

**Propos recueillis par
Concepcion Alvarez**

VOUS AUSSI

Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.

Contactez la délégation la plus proche de votre domicile.
www.secours-catholique.org
rubrique Délégations.

FACEBOOK



Faites avancer la lutte contre la pauvreté sur Facebook !

Plus de 13 000 personnes "engagées numériquement" se retrouvent tous les jours sur la page Facebook du Secours Catholique. À votre tour, suivez et relayez les actions et initiatives de l'association. "Likez" et proposez à vos "amis" de liker la page. Objectif : 15 000 fans avant l'arrivée de l'été ! Tous ensemble, nous pourrions faire reculer la pauvreté en France et dans le monde.
www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france

Agenda



PARIS

12 février 2015

Une nuit pour la solidarité

Le 12 février prochain, à l'appel du Collectif pour les associations unies (CAU), une nuit solidaire aura lieu place de la République à Paris. L'objectif est double : il s'agit à la fois de partager la situation des personnes sans abri en dormant dehors, et ainsi de leur envoyer un message de solidarité, mais également d'interpeller la société et les pouvoirs publics.

Les alertes des associations restent en effet lettre morte : que ce soit sur la saturation des places d'hébergement en hôtel, le nombre élevé des personnes et familles à la rue – particulièrement dans les grandes villes – et le besoin de trouver rapidement des alternatives à l'hébergement précaire, sur la crise humanitaire qui fait rage dans les bidonvilles, sur la nécessité de maintenir l'encadrement des loyers...

C'est pour réaffirmer l'importance de la solidarité et de la lutte contre les inégalités sociales et pour l'accès aux droits que les associations membres du CAU appellent à participer nombreux à cette nuit fraternelle.

Grand concert, forum associatif, soupe populaire, nuit sur place et petit déjeuner...

> **Plus d'informations sur le site Web de la Nuit solidaire, nuitsolidaire.org**

12 février – Place de la République – De 20 h au petit matin.



Legs
Assurance vie

Permettre à Paul de
se construire un bel avenir



Aider Gérard
à sortir de la rue

Accompagner Jean dans
sa recherche d'emploi



Donner accès
à l'eau à Aminata



Soutenir Claire
et sa famille

LÉGUER POUR SEMER DE L'ESPOIR

Depuis plus de 60 ans, le Secours Catholique-Caritas France agit auprès des personnes en difficulté pour leur permettre de se construire un avenir meilleur. Les legs et assurances vie qu'il reçoit lui sont essentiels pour poursuivre ses actions, d'autant qu'ils sont exonérés de droits de succession. Contribuez vous aussi à ce grand projet d'Espérance et faites vivre, dans le temps, vos valeurs humaines et spirituelles.

Aidons-nous les uns les autres



Carine Smoliga
Conseillère Legs,
Assurances Vie et Donations.
Tel : 01 45 49 75 35

“ Transmettre tout ou partie de ses biens au Secours Catholique est relativement simple et suscite pourtant beaucoup de questions. Je suis à votre disposition pour y répondre ”.

**POUR RECEVOIR NOTRE DOCUMENTATION GRATUITE
ET SANS ENGAGEMENT DE VOTRE PART**

Retournez votre coupon au Secours Catholique, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07

I Mlle I Mme I M I Nom

I Prénom Adresse

I Code Postal I

• Au titre de la loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Il suffit de nous écrire en indiquant vos nom, prénom et adresse.

DLM698



Crédits photos : E.Perriot, D.Métra / SC-CF - Aaron Foster / Getty Images®